



PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE
CABINET DE LA PRÉFÈTE

ARRETE N° 2018-CAB-01
portant interdiction de stationnement,
de circulation sur la voie publique et d'accès au stade de La Beaujoire (Nantes)
à l'occasion du match de football du 20 janvier 2018 opposant
le Football Club de Nantes au Football club des Girondins de Bordeaux

La préfète de la Loire-Atlantique
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2214-4 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 211-2 ;

VU le code du sport, notamment son article L. 332-16-2 ;

Vu la loi 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 nommant Madame Nicole KLEIN, préfète de la région Pays de la Loire, préfète de la Loire-Atlantique ;

Vu le décret du 27 avril 2017 nommant M. Johann MOUGENOT, directeur de cabinet de la préfète de la région Pays de la Loire, préfète de la Loire-Atlantique ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L. 332-16-2 du code du sport, il appartient au préfet, pour prévenir les troubles graves à l'ordre public et assurer la sécurité des personnes et des biens à l'occasion des manifestations sportives, de restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporters ou se comportant comme tel, dont la présence au lieu d'une manifestation sportive est susceptible d'occasionner des troubles graves à l'ordre public ;

CONSIDERANT que le 10 novembre 2013 à Bordeaux, les forces de l'ordre ont dû utiliser des moyens lacrymogènes pour repousser l'attaque d'une centaine de supporters bordelais voulant agresser les supporters nantais ;

CONSIDERANT que le 9 mars 2014 à Nantes, une centaine de supporters nantais ont agressé en centre-ville des supporters bordelais nécessitant l'intervention des forces de l'ordre. Que le même jour, des supporters bordelais ont tenté de se soustraire à l'escorte des bus qui les transportaient au stade, nécessitant l'intervention des forces de police avec des moyens lacrymogènes. Qu'à l'issue de la rencontre, les forces de police ont dû repousser des supporters nantais qui agressaient des supporters bordelais ;

CONSIDERANT que le 13 décembre 2014 à Nantes, une centaine de supporters bordelais ont enfreint le dispositif réglementaire encadrant leur déplacement et que les forces de l'ordre ont dû intervenir avec des moyens lacrymogènes avant et après la rencontre pour prévenir ou mettre fin à des affrontements entre les supporters des deux équipes ;

CONSIDERANT que le 23 janvier 2016 à Nantes, une dizaine de supporters bordelais n'ayant pas respecté l'interdiction de déplacement prise à leur égard ont dû être protégés de supporters nantais qui souhaitaient les agresser ;

CONSIDERANT que le 10 février 2016 à Bordeaux, les forces de l'ordre ont dû intervenir pour mettre fin à des incidents entre supporters nantais et stadiers bordelais ;

CONSIDERANT que le 28 août 2016 à Bordeaux, un important dispositif policier a dû être déployé pour protéger les supporters nantais de tentatives d'agression des supporters bordelais ;

CONSIDERANT qu'un arrêté préfectoral a dû pris le 16 avril 2017 pour encadrer le déplacement des supporters des Girondins de Bordeaux en raison des risques de troubles à l'ordre public ;

CONSIDERANT que les événements relatés supra mettent en évidence que chaque rencontre entre les deux clubs a conduit ces dernières années à des incidents ;

CONSIDERANT que l'équipe du Football Club de Nantes rencontrera celle des Girondins de Bordeaux au stade de la Beaujoire le 20 janvier 2018 à 17h00 dans le cadre du championnat de France ; que compte tenu des faits précédemment décrits et des renseignements recueillis le risque de troubles à l'ordre public, et notamment le risque d'actions incontrôlées de certains supporters de Bordeaux à l'encontre d'autres supporters, existe ;

CONSIDERANT que les attentats perpétrés en France en 2015 et 2016 témoignent du niveau élevé de la menace terroriste ; que dans ce contexte, les forces de l'ordre sont particulièrement mobilisées pour faire face à celle-ci sur l'ensemble du territoire national ; qu'elles ne sauraient être détournées de cette mission prioritaire pour répondre à des débordements liés au comportement de supporters dans le cadre d'une rencontre sportive ;

CONSIDERANT que la mobilisation des forces de sécurité n'est pas suffisante pour assurer la sécurité des personnes, et notamment celle des supporters eux-mêmes, ainsi qu'en témoignent les incidents évoqués ci-dessus ;

CONSIDERANT que dans ces conditions, la présence sur la voie publique, en centre-ville de Nantes, aux alentours du Stade de la Beaujoire (Nantes) et dans le stade, de personnes se prévalant de la qualité de supporter du club de Bordeaux, ou se comportant comme tels, à l'occasion du match du 20 janvier 2018, comporte des risques sérieux pour la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDERANT que l'objectif de sécurité publique impose un encadrement strict de la venue des supporters de Bordeaux au stade de la Beaujoire :

ARRETE

Article 1er – Le 20 janvier 2018 de 08h00 à 23h00, il est interdit à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du club de Bordeaux ou se comportant comme tel, d'accéder au stade de la Beaujoire (Nantes) et de circuler ou stationner sur la voie publique dans le périmètre délimité par les voies suivantes et sur lesdites voies elles-mêmes, sur la commune de Nantes: (sens des aiguilles d'une montre) à l'exception de celles acheminées sur le lieu de la rencontre par transport collectif (autocar) et sous escorte policière à partir du lieu et à l'horaire fixés par la préfecture de la Loire-Atlantique au club de Bordeaux.

Secteur centre-ville de Nantes :

- Quai de Malakoff, Pont de la Rotonde, rue Henri IV, place de l'Oratoire, rue Sully, quai Ceineray, place du Pont Morand, cours des 50 Otages, rue de Feltre, rue du Calvaire, place Delorme, rue Copernic, place de l'Edit de Nantes, rue de Gigant, place Canclaux, boulevard Paul Langevin, place Mellinet, boulevard Allard, boulevard Pasteur, place Émile Zola, Boulevard de l'Égalité, boulevard de la Liberté, place Jean Macé, boulevard de Cardiff, rue Marcel Sembat, quai du Marquis d'Aiguillon, quai Ernest Renaud, place Jacksonville, quai de la Fosse, pont Anne de Bretagne, Boulevard Léon Bureau, boulevard de la Prairie au Duc, quai des Antilles, quai du Président Wilson, pont des Trois Continents, Boulevard Victor Schoelcher, Boulevard du Général De Gaulle, pont des Bataillons des F.F.I, place Pirmil, pont de Pirmil, place Victor Mangin, Boulevard Georges Mandel, Boulevard François Blancho, Quai Dumont D'Urville, CRAPA, Boulevard de la Loire, Boulevard Maurice Bertin, Pont Willy Brandt, Boulevard Malakoff, Boulevard de Sarrebruck, Boulevard de Seattle, Boulevard de Doulon, Boulevard E. DALBY, Boulevard Stalingrad, Cours Kennedy, Rue Henri IV,

Périmètre stade de LA BEAUJOIRE :

- Rue de la Grange aux Loups, Route de Carquefou, Rue du Bêle, Rue du Moulin de la Garde, Boulevard de la Beaujoire, Route de Paris, Chemin du Ranzay, Route de Saint Joseph, Rue des Pays de la Loire, Route de Saint Joseph.

Périmètre de la ligne de tramway numéro 1 entre les arrêts Commerce et Beaujoire + entre les arrêts Commerce et Ranzay. Ce périmètre inclut les arrêts :


- Commerce, Bouffay, Duchesse Anne château, Gare SNCF, Manufacture, Moutonnerie, Hopital Bélier, Boulevard de Doulon, Mairie de Doulon, Landreau, Souillarderie, Pin Sec, Haluchère Batignolles, Ranzay, Halvèque, Beaujoire.

Article 2 - Sont interdits dans le périmètre défini à l'article 1er, dans l'enceinte et aux abords du stade la possession, le transport et l'utilisation de tous pétards ou fumigènes et tout objet pouvant être utilisé comme projectile.

Article 3 – Le directeur de cabinet du préfet de la Loire-Atlantique et le directeur départemental de la sécurité publique de la Loire-Atlantique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique, notifié au procureur de la République, aux deux présidents de club, affiché dans la mairie de Nantes et aux abords immédiats du périmètre défini à l'article 1er.

Fait à Nantes, le 11 janvier 2018

LA PREFETE
Pour la préfète, et par délégation
Le sous-préfet, directeur de cabinet



Johann MOUGENOT

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette 44000 Nantes) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.